09 mai 2008 -18:00

Ministre De Gucht - Est du Congo

Dans un communiqué de presse récent, la direction du FDLR dit « accueillir favorablement la récente déclaration du Ministre De Gucht appelant Kigali à s'engager dans des pourparlers directs avec le FDLR ». Le Ministre De Gucht dément avoir jamais tenu de tels propos et précise que la position de la Belgique à l'égard du FDLR est inchangée.

Dans un communiqué de presse récent, la direction du FDLR dit « accueillir favorablement la récente déclaration du Ministre De Gucht appelant Kigali à s'engager dans des pourparlers directs avec le FDLR ». Le Ministre De Gucht dément avoir jamais tenu de tels propos et précise que la position de la Belgique à l'égard du FDLR est inchangée.

Ministre De Gucht - Est du CongoBruxelles, le 9 mai 2008 Dans un communiqué de presse récent, la direction du FDLR dit « accueillir favorablement la récente déclaration du Ministre De Gucht appelant Kigali à s'engager dans des pourparlers directs avec le FDLR ». Le Ministre De Gucht dément avoir jamais tenu de tels propos et précise que la position de la Belgique à l'égard du FDLR est inchangée. Comme membre du Conseil de Sécurité, la Belgique a œuvré activement à l'adoption d'une résolution qui vise à sanctionner spécialement ce groupe. La Belgique travaille également à l'élaboration d'une liste de sanctions et à des mesures européennes visant à mettre fin aux activités de ce groupe en Europe, en particulier en ce qui concerne son financement. A l'occasion de sa visite dans l'Est de la RDC, le Ministre De Gucht a effectivement plaidé pour la mise en œuvre rapide du Communiqué de Nairobi et donc pour que les groupes armés rwandais abandonnent les armes et retournent dans leur pays. Dans ce cadre, il a lancé un appel aux autorités rwandaises pour qu'elles fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour permettre leur retour au pays et leur réinsertion dans la société rwandaise. Ceux qui ont été impliqués dans le génocide au Rwanda ou dans des crimes de guerre en RDC – dont les violences sexuelles – doivent être jugés. Les autres doivent pouvoir retrouver leur place dans la société rwandaise.Le Ministre De Gucht estime inacceptable que des groupes armés prétextent une soi-disant cause politique pour justifier leur action armée et pour remettre à plus tard leur désarmement et leur démobilisation immédiate.

SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement - Service de presse (P&C/P)
Rue des Petits Carmes 15
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 81 11
http://diplomatie.belgium.be

Karl Lagatie
Porte-parole
+32 477 40 32 12
Karl.Lagatie@diplobel.fed.be

Arnaud Gaspart
Porte-parole adjointe
+32 2 501 87 66
Arnaud.Gaspart@diplobel.fed.be

© 2020 - news.belgium.be